L'ÉCHO DE POLOGNE

Paraît chaque mercredi et samedi

Rédaction et Administration Varsovie, 46 rue Tamka.

№ 4. MERCREDI 21 MAI 1919. Le № 0 fr. 20 0 mk. 40

LA QUESTION MAZOURE.

Lorsque l'ordre teutonique des Chevaliers de la Croix fut parvenu après des luttes acharnées à conquérir toute la Prusse, il s'empara également des territoires que nous nommons aujourd'hui Masovie prussienne.

Au XIII-e s. ces territoires n'étaient qu'une forêt vierge à peu près sans maitre, et très maigrement peuplée. Cependant les influences polonaises s'y faisaient déjà sentir, ce qui est prouvé par les dénominations polonaises d'une grande partie des rivières et des lacs. Au XIV s. l'ordre teutonique, bien assis sur les terres conquises, commença l'exploitation économique de ces terres et plus tard une forte colo nisation de ces forêts vierges.

L'élément polonais qui jouait le rôle principal dans cette oeuvre de colonisation, défricha les terrains forestiers par l'assiduité de son labeur, et engloba peu à peu les élements de nationalité différente, tels que les Prussiens païens et même les Allemands. La force d'expansion dont l'élément polonais fit preuve au XV et au XVI s. refoula l'élément allemand sur tout le territoire prussien. Aussi malgré le gouvernement et l'administration allemande, ce sont nos facteurs qui donnent à la Mazovie du XVII et du XVIII s. un caractère purement polonais.

La lutte contre l'élément polonais fut inaugurée au XVIII s. sous le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume. En 1724 on interdit aux Polonais de s'établir en Lithuanie prussienne, on défendit d'employer des éléments polonais, samogitiens et juifs pour des buts de colonisation, enfin on commanda de ne confier des missions colonisatrices qu'aux Allemands. Lorsqu'à la suite des guerres napoléoniennes, les propriétaires fonciers ne purent payer leurs impôts, le baron Schoen, président de la province, mit tous les biens polonais aux enchères et ordonna que la somme obtenue fût employée aux achats des propriétés polonaises se trouvant en vente. De la sorte on se débarrassa du coup de toute la classe cultivée polonaise, composée surtout de nobles et de propriétaires fonciers.

Néanmoins les Mazoures sont sans contredit une population de souche polonaise et c'est la langue polonaise qui, bien que corrompue, résonne partout. Ces temps derniers les bureaux statistiques allemands ont soulevé la question de l'existence des langues kachoube et mazoure et ont introduit dans un but politique nettement déterminé un chaos indescriptible dans le recensement concernant les Kachoubes et les Mazoures afin de souligner leur individualité nationale. Cependant la littérature allemande n'a pu produire durant tous ces siècles un seul document sérieux, prouvant que la langue dont se servent les habitants de la Prusse orientale n'est pas identique au polonais. Le plus éminent des géographes statisticiens du XVIII s. v. Büsching écrit en parlant de la Prusse orientale: „Les habitants parlent tous le polonais". Le géographe Cannabich dont le manuel de géographie eut plusieurs éditions, ignore complètement les Mazoures. Un autre savant allemand A. Döhring dans ses études sur la provenance des Mazoures, publiées à Königsberg en 1910, affirme que le dialecte mazoure n'est qu'un polonais corrompu. C'est en comparant la colonisation mazoure indiquée sur la carte de Boeckh en 1861 avec

la carte de Langhaus éditée en 1911, qu'on peut se convaincre avec quelle fureur les Allemands ont tâché de détruire l'élément polonais en Masovie prussienne. La germanisation de ces territoires visait non seulement à y parsemer des îlots allemands, mais à introduire parmi la population polonaise une entaille germanique dont les limites septentrionales touchaient à la frontière linguistique lithuanienne, et les limites méridionales à la Masovie. C'est cette entaille allemande qui doit servir à créer aujourd'hui un irrédentisme dangereux pour les terres polonaises.

Malgré toutes ces tentatives il est facile de constater même sur les cartes officielles du bureau de statistique prussien, avec quelle force vitale la population masovienne a su maintenir son territoire menacé jusqu'au moment de la grande guerre européenne. Le danger d'être submergés par l'élément germanique était cependant imminent pour les Masoviens, d'autant plus que les méthodes de germanisation employées différaient absolument de celles usitées contre les Polonais en Posnanie. Il est connu que l'ex-empereur Guillaume II, fidèle à la tradition des Hohenzollern de flatter le peuple masovien, faisait des excursions fréquentes durant ses voyages au pavillon de chasse qu'il possédait à Rominten pour descendre dans les petites cités masoviennes et y causer avec les habitants. Sa familiarité allait même jusqu'à prononcer certaines paroles dans le dialecte du pays. Sa femme et son entourage agissaient de même, et les biens nombreux, les terrains de chasse etc. appartenant à la famille impériale et à la cour, qui étaient situés dans le pays, facilitaient les bonnes relations entre les souverains et la population. Aussi les Masoviens étaient-ils décidément royalistes.

La chute du régime monarchiste en Prusse a ébranlé les idées de ce peuple provenant d'une souche purement polonaise, bien que sa conscience nationale se trouve encore à l'état latent. L'agitation antipolonaise des Allemands profite de la situation pour prendre dans ce pays des proportions démesurées. Des journaux sont fondés, des milliers de proclamations sont affichées et répandues. Des agitateurs visitent les petites localités comme Olszynek, Wiewiórek, Szczepanki, Szczytno et quantité d'autres dont le nom même indique qu'elles sont purement polonaises. Ils y calomnient le nouvel Etat polonais en le représentant tantôt comme bolchéviste, tantôt comme réactionnaire-catholique. Car il faut savoir que les Masoviens se sentent avant tout protestants, contrairement aux Hauts-Silésiens qui il y a vingt ans qui inclinaient vers le parti allemand du centre. Sur 390 mille Masoviens protestants, on compte à peine 60 mille catholiques dans la Warmie. Cette différence de religion entre les nazoures et le reste de la Pologne est mise à profit par les agents antipolonais pour appuyer leurs arguments. En revanche le pasteur J. Glass, président du consistoire de l'Eglise protestante à Varsovie, envisage cette question d'un côté différent.

„Il n'y a pas — dit le pasteur Glass —de question plus importante pour la Pologne à l'heure présente, que celle de la Masovie prussienne. Quant aux protestants polonais, l'englobement d'un demi million de paysans polonais correligionnaires serait pour eux un fait bienvenu. Leur nombre s'élevant alors à plus d'un million, ils peupleraient une province où ils ne seraient point dispersés, mais où ils formeraient une masse compacte de population".

Un plébiscite dans la Masovie ne peut être que favorable à la Pologne. Cependant les Masoviens ne devraient acquérir le droit de disposer de leur sort que lorsqu'ils auront été isolés des influences venant de Berlin et de Königsberg. Les preuves ne manquent pas d'ailleurs pour illustrer la conduite des Prussiens à l'égard des Masoures. Il suffit de parcourir les fascicules du „Mazur", de „L'ami du peuple en Prusse", les almanachs masoures de Gross et du pasteur Hensel et la brochure de ce dernier „Unsere evangelischen Mazuren". Voilà, d'après les paroles d'un des Masoures contemporain, „les documents

du martyrologe des paysans polonais en Masovie".

Ce n'est que lorsque la Masovie sera neutralisée, que l'avenir du peuple masoure, de ce peuple docile et patient exploité par les Allemands jusqu'à la dernière goutte de sang, pourra être résolu d'après les principes du président Wilson.

REVUE DE LA PRESSE.

Le quot. „Gazeta Warszawska" du 18/V publie un interview avec le sous-commissaire du Suprême Conseil Populaire en Silésie, M. Casimir Czapla.

Voici, à grandes lignes, le résumé des informations obtenues.

M. Czapla commence par constater que la pression exercée ces temps derniers par les Allemands en Haute-Silésie a extrêmement aggravé l'état des choses et que c'est à grand peine que la population polonaise maintient le calme et la paix. A la suite des démonstrations qui eurent lieu le 1 mai et au cours desquelles des centaines de milliers ont voté l'adhésion à la Pologne, les Allemands considèrent la situation comme désespérée et ne veulent admettre aucun plébiscite. „L'union pour la Défense de la Haute-Silésie contre la Pologne" exerce encore une pression supplémentaire sur les autorités allemandes, afin de les contraindre à employer des mesures de rigueur et de provoquer des émeutes parmi la population polonaise.

Le 10 mai une assemblée générale fut tenue à Katowice dans les bureaux du Commissariat de Police — outre les charges militaires et les hommes politiques allemands, les chefs des communistes y prirent part. On vota l'arrestation immédiate des conseils populaires polonais, des fonctionnaires polonais travaillant dans les mines, ainsi que de tous ceux qui appartiennent à la classe cultivée, espérant de la sorte exaspérer les masses populaires et provoquer des troubles qui justifieraient l'intervention des troupes allemandes et leur permettraient de massacrer les Polonais.

Le sous-commissariat polonais ayant appris cette intrigue, émit une proclamation contresignée par le parti socialiste pol. et le parti national ouvrier, enjoignant à la population de garder son sang-froid et son calme vis-à-vis de provocations éventuelles.

Le jour suivant le sous-commissariat publia une deuxième proclamation rédigée en polonais et en allemand et affichée sur tous les murs, convoquant la population aussi bien polonaise qu'allemande à s'opposer à l'exportation en Allemagne du matériel roulant (locomotives, wagons), des matières d'approvisionnement et des métaux.

Les fonctionnaires allemands eux-mêmes se sont adressés aux autorités polonaises en portant à leur connaissance les faits de réquisition et d'exportation que voici: la banque allamande a déjà évacué depuis longtemps toutes ses valeurs — à présent les autorités allemandes ont reçu télégraphiquement l'ordre d'expédier en Allemagne tout le zinc se trouvant en Silésie (environ 4000 tonnes), toute la provision de grain, tous les métaux et tout le matériel des institutions gouvernementales sans en excepter les hopitaux.

Ces proclamations ont irrité les Allemands, membres du gouvernement, et surtout un certain M. Hoersing, nommé par Scheidemann commissaire pour affaires spéciales dans la Haute-Silésie à un tel degré, que le général commandant les troupes allemandes fut chargé de procéder aux mesures les plus rigoureuses.

Le 15 mai le gouvernement allemand a aboli officiellement le Conseil National Populaire et le sous-commissariat silésien à Bytom. La résidence du sous-commissariat fut cernée et on procéda à des arrestations. Plus de 500 personnes furent arrêtées et déportées et ce n'est qu'à une fuite rapide que M. Czapla doit de ne pas être parmi leur nombre.

Tous les journaux polonais furent suspendus, une censure des plus sévères fut instituée et une série de répresailles commença.

M. Czapla est cependant d'avis que la population polonaise de la Haute-Silésie saura traverser victorieusement ces épreuves terribles qui ne feront qu'exalter son sentiment national et que prouver une fois de plus la brutalité et la fourberie de nos ennemis. La population est absolument unie et consolidée,—il n'existe ni partis ni rivalités; les Allemands eux-mêmes s'unissent aux Polonais pour protester contre une indignité pareille.

En un mot il paraît que le gouvernement allemand a mal mené son jeu et que toutes les persécutions subies par la population de la Haute-Silésie ne serviront qu'à lui ouvrir les yeux et à la pousser définitivement vers la Pologne.

Dans le No. 124 du quot. „Dziennik Powszechny" on trouve un article consacré aux émeutes bolchévistes qui ont eu lieu en Galicie dans la première moitié de mai.

„Ces incidents douloureux — écrit le "Dziennik Powszechny" — font plus que jeter le trouble dans notre vie intérieure. Les émeutes ont éclaté juste au moment où le sort de la Pologne se décide à Paris et où le regard de l'ennemi est fixé sur nous afin de rechercher un prétexte pour retrécir nos territoires. L'excitation des masses s'étant déversée en premier lieu sur les usuriers et les mercantis juifs—ceci a servi d'argument fort commode à ceux qui cherchent à nous nuire. Le coup porté de cette manière à nos revendications légitimes a visé juste, et les agents provocateurs envoyés dans le pays se rendaient parfaitement compte de la portée de l'oeuvre qu'ils avaient à accomplir.

„L'ingérence des autorités gouvernementales a été cependant le point lumineux de toute cette triste affaire. L'anarchisme a été étouffé avec rapidité et avec énergie. On sait combien la position du gouvernement est difficile lorsque l'Etat gouverné se trouve lui-même à l'état de naissance, en se voyant par surcroît entouré d'anarchie de toutes parts. Il n'y a que les moyens énergiques qui peuvent servir de calmant en pareil cas. La manière dont le gouvernement a agi dans la Galicie occidentale peut servir d'exemple sous ce rapport".

Voix de la presse juive.

Les journaux juifs du 14 et du 15 mai s'occupent du congrès des assimilateurs qui s'est tenu à Varsovie dans le cours de la semaine dernière. Les organes nationalistes sont de l'avis que les assimilateurs ont pu convoquer ce congrès grâce à l'appui du gouvernement. Les nationalistes juifs traitent plutôt à la légère les tendances assimilatrices de leurs compatriotes, mais en revanche ils redoutent fort l'appui qui peut leur être prêté par le gouvernement.

Le journal „Lebensfragen" s'exprime avec ironie à ce sujet en voyant dans le congrès une tendence des réactionnaires juifs à s'unir aux réactionnaires polonais. Quant aux représentants des ouvriers juifs, dont „Lebensfragen" est l'organe, ils ne verraient qu'une seule manière de résoudre le problème actuel. C'est que les prolétaires juifs s'unissent au prolétariat polonais afin de combattre en commun les réactionnaires polono-israelites.

Voix de la presse tchèque.

La presse tchèque, tout en admettant la nécessité d'une convention avec les Polonais, ne cesse cependant de répandre de faux bruits sur les désirs présumés des Polonais de Cieszyn qui, soit disant, voudraient se trouver sous la domination tchèque. Tel p. ex. le journal „Vecer" dont les informations à ce sujet sont répétées par les autres organes de la presse.

Le „Ceske Slovo" du 3 mai publie la proclamation du général Hennoque, chef de l'armée rutheno-carpathienne des Alliés, qui s'est adressé aux Slovaques carpathiens en leur apportant la liberté et en les saluant comme citoyens de la république tchéco-slovaque, dans les frontières de laquelle un avenir brillant les attend.

La presse tchèque voit dans l'occupation de la Ruthénie trans-carpathienne un triomphe de l'idée tchéco-slovaque.

DOCUMENTS.

Une proclamation du Conseil de Poznań.

Le commissariat du Conseil Populaire National à Poznań a publié la proclamation suivante:

„Citoyens! Les Alliés victorieux ont décidé à Versailles le sort de notre pays. La République Polonaise rentre dans ses droits historiques. Elle assure à tous les citoyens, quelle que soit leur nationalité ou leur religion, une liberté entière ainsi que le respect de leurs droits, de leurs moeurs et de leurs coutumes. Des agents ennemis et des aventuriers de toute sorte s'efforcent d'entraver la marche des événements et de détruire les prémices d'un travail commun. Ils propagent l'idée d'une résistance armée qui inonderait de sang les provinces de la Pologne prussienne et réduirait en cendres tout ce qui s'y trouve. La République Polonaise cependant, corroborée par son alliance avec les vainqueurs, saura s'opposer avec fermeté à chaque tentative de violer le traité de paix. Le Commissariat du Conseil de Poznań, chargé de plein-pouvoir par le gouvernement de la République, met en garde tous les habitants des provinces attribuées par le Congrès à la Pologne devant des agents provocateurs. Tout acte de révolte, d'insubordination ou de violence exercée sur les habitants des provinces de la Pologne qui n'ont pas encore été occupées par les troupes polonaises, effectué après le 8 mai 1919, sera puni avec toute la rigueur de la loi militaire. Chacun qui se serait rendu coupable d'une action analogue, en répondrait de sa personne, de son bien et de sa vie".

„Citoyens allemands! Aujourd'hui plus que jamais il est un devoir de tout citoyen loyal de conserver le calme. La République Polonaise libre et démocratique espère que chacun se rend nettement compte de la situation politique actuelle. Ce n'est que dans un travail commun, dans une mutuelle entente et dans une tolérance poussée aussi loin que possible, que se trouve la garantie d'un avenir commun libre du danger d'une nouvelle guerre mondiale".

CHRONIQUE POLITIQUE.

Provocations allemandes.

On mande de Poznań:

Le vice-secréteriat polonais du département pour la Haute-Silésie a adressé au ministère des affaires étrangères à Varsovie une dépêche avertissant que les Allemands ont décidé publiquement de faire arrêter tous les chefs de la population polonaise en Haute-Silésie au nombre de 60 personnes. En cas où cette menace serait exécutée, les pouvoirs polonais en Haute-Silésie demandent au gouvernement la permission d'arrêter 10 Allemands pour chaque Polonais. On demande également d'avertir la Conférence de ces excès allemands. Les pouvoirs polonais ont enjoint à la population de ne se laisser provoquer en aucun cas à une révolte armée et de garder le calme en dépit de tout.

Les Allemands en Haute-Silésie.

Les Allemands de Breslau ont publié la proclamation suivante, adressée aux habitants de la Haute-Silésie:

„Notre liberté est en danger. On veut mettre en pièces notre pays silésien. Le loup polonais se précipite sur la Haute-Silésie. Wilson donne même aux nations les plus insignifiantes le droit de disposer de leur sort. Quant à nous, on veut nous vendre comme un article de marchandise. Notre patience toutefois est à bout".

„Nous autres, Hauts-Silésiens, ceux qui parlent polonais autant que ceux qui parlent allemand, nous n'y consentirons pas. La Silésie entière doit échoir sans partage et pour toujours aux Allemands. Pas un seul pouce de terre ne peut être cédé ni aux Polonais ni aux Tchèques. Nous annonçons au monde entier que nous préférons mourir comme Allemands que de devenir esclaves polonais".

On reçoit de Berlin la nouvelle que les socialistes de la majorité ont convoqué une assemblée fort nombreuse afin de manifester contre les conditions de paix. Une série de discours dirigés contre l'Entente et les Polonais furent prononcés. Les socialistes déclarèrent unanimement que pas un pouce de terre ne devrait être cédé à la Pologne et qu'il faut se préparer à défendre la Posnanie, la Silésie et la Prusse occidentale les armes en main.

On mande de Poznań que les Allemands insèrent dans les gazettes locales de la Prusse orientale des annonces signées par les généraux prussiens engageant les volontaires à s'enrôler sous le drapeau national contre les Polonais. Une de ces annonces adressée aux artilleurs et aux tireurs sur les avions, terrifie la population par la nouvelle d'une invasion prochaine d'aviateurs polonais qui sèmeraient des obus et des grenades sur les villes et les villages. Ces nouvelles inquiètent les habitants au point de les faire émigrer vers des contrées plus éloignées de la frontière actuelle. De nombreuses familles allemandes s'acheminent vers l'ouest et ensombrent les gares de chemin de fer.

Il est superflu d'ajouter que ces nouvelles sont dépourvues de fondement.

Terreur des Allemands dans la Prusse occidentale.

On communique de Berlin la nouvelle, que le commissaire de la Fédération allemande pour la Prusse occidentale prépare les habitants à la nécessité d'introduire l'état exceptionnel dans toute cette province. Les journaux expriment la crainte d'une action militaire de la part des Polonais en cas où les Allemands auraient refusé de signer le traité de paix.

Repressions allemandes.

Le surintendant de Jansberg a publié une proclamation en deux langues (pol. et all.) pour prévenir les Mazoures du danger qui les menecerait de la part des Polonais. La gazette polonaise „Mazur" qui s'y est opposée avec indignation, a été suspendue par les autorités militaires allemandes.

Les Allemands de Gdańsk.

Les journaux allemands de Gdańsk „Danziger Neueste Nachrichten", „Danziger Zeitung" etc., tout en menant une campagne effrénée contre les Polonais, insérent cependant dans chaque numéro nombre d'annonces recherchant des professeurs de langue polonaise.

Attitude belliqueuse des Allemands.

On mande de Płock et de Włocławek que les Allemands concentrent leurs forces sur toute la ligne de l'ancienne frontière de la Pologne russe. Des préparatifs sont faits pour évacuer Toruń des habitants civils. Par contre il afflue dans la ville de fortes garnisons militaires. Les détachements du „Grenzschutz" agissent d'une manière provocante. Le 17 mai les Allemands au nombre de 150 hommes ont attaqué à l'aide de plusieurs mitrailleuses un poste de frontière polonais. Deux pelotons polonais étant venus au secours avec des canons et des mitrailleuses, les Allemands ont battu en retraite.

Des nouvelles analogues parviennent d'Oświecim. Les Allemands retirent les détachements du Grenzschutz en les remplaçant par de fortes divisions d'infanterie et d'artillerie.

Déclaration des Kachoubes.

Le bureau de correspondance de Varsovie communique des détails sur un meeting de Kachoubes qui ont déclaré qu'ils sont Polonais, qu'ils demeurent sur un ancien territoire polonais, et qu'ils, désirent rester Polonais à jamais. Dans la suite de la résolution adoptée par le meeting, les Kachoubes protestent avec énergie contre toute tentative de leur faire déposer des déclarations contraires et ils expriment le désir d'être réunis à la Pologne d'ensemble avec Gdańsk.

Les troubles en Galicie terminés.

On mande de Cracovie à la date du 16 mai:

Il a été constaté officiellement que les troubles qui ont éclaté dans les districts de Rzeszów, de Kolbuszowa, de Tarnobrzeg et de Mielec, ont été complètement maitrisés. Les autorités ne cessent cependant pas de rechercher les coupables et nottamment les agents bolchévistes. Il a été procédé à un désarmement de la population.

Luttes en Galicie orientale.

Des télégrammes privés obtenus de Lwów le 16-V mandent que les Ukrainiens n'ont pas encore repondu à la proposition qui leur a été faite d'envoyer une délégation de la Croix-Rouge de leur côté du front. Ils craignent évidemment le contrôle des Alliés sur leur traitement

des prisonniers et des blessés. En outre ils ont eu de nouveau recours à leur subterfuge préféré qui consiste à proposer un armistice et à organiser simultanément une attaque imprévue sur tout le front.

Protestation de la ville de Lwów contre les projets d'armistice.

On mande de Lwów:

Le conseil municipal adopta à la séance du 15 mai la résolution suivante:

„Des nouvelles parviennent que la victorieuse armée polonaise serait forcée à un armistice qui laisserait sous la suprématie barbare des Ukrainiens la plus grande partie de la Galicie orientale avec plus d'un million d'habitants polonais et avec le bassin pétrolifère indispensable à l'existence de la Pologne et créé par le travail des Polonais. Le conseil municipal de la ville de Lwów déclare que des tentatives de ce genre seront ressenties par toute la nation polonaise comme une insulte et comme un attentat contre sa liberté, et qu'il ne peut être question d'un armistice quelconque, tant que toute la Galicie orientale n'aura pas été délivrée du joug cruel de la soldatesque ukraïnienne commandée par les officiers prussiens et austro-allemands.

„Le conseil municipal s'adresse au Chef de l'Etat, au Gouvernement et à la Diète avec la demande instante de s'opposer à des tentatives de ce genre avec toute l'énergie possible".

Sur les Marches de l'Est.

La commission envoyée par la Diète sur le front volhynien est rentrée à Varsovie. Dans le cours de leur voyage les membres de la commission convoquèrent deux réunions dans les villes de Kowel et de Vladimir volyhnien. Ces assemblées ont été fort nombreuses. Les assistants, au nombre desquels se trouvaient des juifs et des paysans du rite orthodoxe, ont manifesté une joie unanime à cause de la prise de ces villes par les troupes polonaises. On a déposé aux mains des députés une pétition demandant à la Diète de protéger ces régions dévastées. Les résolutions adoptées aux meetings expriment la ferme confiance que le Gouvernement polonais saura défendre la Volhynie contre l'anarchie qui sévit à l'est.

Le journal communiste „Młot" (Le Marteau) rédigé à Wilno donne la nouvelle que trois d'entre les ôtages emmenés de la ville par les bolchévistes ont été fusillés.

Des voyageurs arrivés de la Galicie orientale par un long détour, affirment que de nombreuses forces bolchévistes sont concentrés sur les confins mêmes de cette province.

Le P. A. T. (agence tél. pol.) communique la nouvelle que les divisions allemandes sur le front lithuanien sont dans un état de désorganisation qui va toujours croissant. Le 2 mai 150 soldats ont été désarmés pour manque de subordination. Ces déserteurs se sont répandus dans la suite sur les grand'routes et ils sèment la terreur parmi la population campagnarde.

Un Conseil Central Blanc-Ruthène de la province de Grodno.

Le bureau de presse des marches de l'Est communique qu'il a eu la visite des délégués du Conseil Central blanc-ruthène dans la province de Grodno. Ces délégués au nombre de trois avec le président dudit conseil M. Aleksiuk en tête ont présenté au secrétaire du bureau de presse les premiers numéros des feuilles „Bielarus" et „Zorka" éditées par le Conseil Central.

Le Conseil se compose de délégués de toutes les associations. Ils visent à créer un Etat blanc-ruthène indépendant qui engloberait les gouv. de Mohilew, de Witebsk, de Bielsk, de Białystok et de Sokal ainsi qu'une partie du gouv. de Smolensk.

La délégation considère la Russie comme l'ennemie principale de la Ruthénie-Blanche et désirerait s'allier aux Polonais pour lutter contre elle. Le Conseil se trouve aussi en opposition vis-à vis du gouvernement lithuanien qui recrutait ses membres blancsruthènes surtout parmi les élements russophiles.

La Confédération de Chochołów.

On mande de Cracovie que le 14 mai un meeting de montagnards fut tenu à Chochołów, petite ville du Podhale, sous la présidence du dr. Radzikowski.

Les assistants ont conçu et adopté une déclaration disant que jamais les

montagnards polonais ne rendront à des étrangers les terres du Spisz, de l'Orawa et du Podhale, berceau de leur race, et qu'ils invoquent toute la nation polonaise à les défendre jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Pour assurer le maintien et la défense des territoires précités, le meeting crée une confédération, rappelant la part glorieuse que les montagnards de Chochołów ont toujours prise aux luttes patriotiques, depuis le XVII-me s. jusqu'à 1846.

La déclaration émise par la confédération de Chochołów est signée par plus de 20 noms parmi lesquels nous remarquons ceux de l'abbé Machay, de l'éminent écrivain St. Żeromski, de M-me Henri Sienkiewicz etc.

On mande de Cieszyn:

Les contre-maîtres tchèques dans les mines du bassin houiller d'Ostrawa ont exigé un supplément de salaire à cause de la vie chère jusqu'à la hauteur de 2000 couronnes. Les ouvriers tchèque sont suivi leur exemple en se mettant en grève et ils ont es-ayé d'attirer les ouvriers polonais du district minier de Karwin.

Ces derniers cependant ont su résister à la tentation. Les Tchéques, dans le désir d'engager les Polonais à la grève sont allés jasqu'a choisir exclusivement des Polonais pour la délégation qui devait porter à Prague les revendications des mineurs. Ils ont été cependant trompés dans leur attente.

Une grève partielle des cheminots à Varsovie.

Vendredi dernier il y a eu à Varsovie une grève des cheminots. Elle a été provoquée par quelques agitateurs de couleur bolchéviste qui heureusement n'ont pas eu de chance. La loyauté de la grosse majorité de fonctionnaires de chemin de fer ainsi que l'attitude ferme et décidée des pouvoirs gouvernementaux et ferroriaires surent bientôt conjurer le mal menaçant. Dans la soirée de la même journée de vendredi—les trains pouvaient déjà partir dans toutes les directions, avec un petit retard.

Cette grève partielle a été vivement reprouvée par les cheminots en province qui font parvenir aux presidents de la Diète et du Conseil des Ministres ainsi-qu'aux pouvoirs de chemin de fer des protestations, rédigées en termes pleins d'indignation.

Congrès des Polonais israélites.

Un congrès de Juifs patriotes polonais (qui se donnent eux-mêmes la dénomination de „Polonais de religion israélite") s'est tenu à Varsovie dans le cours du 13 et 14 mai. Ce congrès fut terminé par la formation d'une nouvelle société nommée „l'Union" dont les statuts sont conçus dans les termes suivants:

„L'Union des Polonais de religion israélite sur tous les territoires polonais est une organisation sociale, qui a pour but d'assainir et de régler les relations anormales qui règnent actuellement parmi la population juive et chrétienne et d'assimiler les Juifs à la nation polonaise. A cet effet „l'Union" veut agir de manière à ce que les Juifs renoncent à réclamer une autonomie nationale et qu'ils se subordonnent à l'Etat Polonais, qui devrait toutefois leur garantir une égalité de droits complète sous tous les rapports".

CHRONIQUE DE LA DIÈTE.

La Diète à sa séance plénière du 16 mars s'est occupée de trois questions, à savoir de la question des credits à allouer en faveur des enfants de Lwów qui ont souffert des opérations de guerre, ensuite du problème de l'unification de divers genres d'organisations de sûreté publique, et enfin de la question des biens de donation. Seul le dernier point de l'ordre du jour a provoqué une discussion assez animée. Il s'agissait d'abord des biens fonciers, anciens biens nationaux polonais, que le gouvernement russe, en vertu du décret de 1835, avait distribués aux officiers russes en récompense des services qu'ils avaient rendus en etouffant l'insurrection polonaise de 1831. Ensuite il s'agissait des propriétés confisquées à ceux qui avaient pris part ou qui avaient été soupçonnés d'avoir participé à ce soulèvement national.

Les débats de la Diète n'ont pourtant pas à cette séance abouti à aucune résolution concrète, car la divergence des vues sur la question de dédommager les possesseurs de ces biens de donation et sur quelques autres points de l'arrêt relatif à ce problème et proposé par la Commission agraire a été encore pas trop grande pour que la Diète pût se prononcer d'une manière définitive sur cette question importante pour la vie économique de la Pologne.

Le Gérant L. Kościelski.

Varsovie Imprimerie „Drukarnia Wydawnicza".